

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 6 janvier 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

52,7

C'est [l'indice PMI du Nigéria pour décembre 2024](#) – celui-ci repasse la barre symbolique de 50,0 pour la première fois depuis six mois.

Nigéria :

Les Nigériens récolteront les fruits des réformes dès 2025, d'après Wale Edun ; La Chine dit considérer la demande nigériane d'un élargissement du *swap* de devises conclu en décembre dernier entre les deux pays et apporte d'ores et déjà son soutien à l'intention du Nigéria d'émettre des « *Panda bonds* » ; Les tarifs des télécommunications bientôt augmentés.

Ghana :

John Dramani Mahama a officiellement pris ses fonctions de président de la République du Ghana ; Cassiel Ato Forson nommé ministre des Finances, dans l'attente de l'approbation du Parlement ; L'IES et GRIDCo alertent sur de potentiels pénuries pour l'approvisionnement en énergie au Ghana.

Nigeria

Les Nigériens récolteront les fruits des réformes dès 2025, d'après Wale Edun

Le Ministre des Finances Wale Edun s'est exprimé à la rentrée à l'occasion d'[une interview à African Business](#). Selon lui, 2025 constituera un tournant pour l'économie nigériane. Il explique que le maintien du cap des réformes sur l'année qui s'ouvre devrait permettre d'en récolter les fruits cette année même.

Wale Edun se dit en effet « très optimiste » quant à la trajectoire économique du Nigéria, non seulement en 2025 mais au-delà. Au cours de l'année à venir, le gouvernement s'attend à une augmentation de la croissance économique associée à une réduction de l'inflation. M. Edun rappelle en outre que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale partagent cette projection.

« En 2025, les questions relatives à la stabilité économique seront largement résolues. »

Wale Edun, ministre des Finances du Nigéria

Le ministre des Finances admet que les réformes engagées depuis l'élection de Bola Tinubu impliquent des sacrifices pour les Nigériens avant l'apparition de leurs bienfaits. Wale Edun entend ainsi donner la priorité à la protection des plus vulnérables. La mise en œuvre du programme de « cash transfer » est pourtant rendue difficile par l'absence de registre robuste. Selon le ministre, les prestations directes de soutien auraient été versées à environ 20 millions de Nigériens, soit un tiers des bénéficiaires prévus. Le gouvernement espère accélérer les décaissements au premier trimestre 2025.

« Mes priorités restent la réduction de l'inflation et la croissance significative de l'économie, avec la mise en place d'un régime de protection sociale solide. À l'avenir, notre objectif est de permettre une économie stable, à croissance rapide, inclusive et durable. »

Wale Edun, ministre des Finances du Nigéria

Les fruits de certaines réformes commencent toutefois à se manifester d'après le ministre. La croissance économique s'est d'ailleurs montrée robuste – estimée à 3,5 % au troisième trimestre 2024 (en glissement annuel) – même si des défis persistent.

Un des principaux défis reste la réduction de l'inflation. Le gouvernement s'attend à ce que la tendance à la baisse des prix des carburants observée depuis novembre se poursuive. Wale Edun explique que la récente baisse résulte de la combinaison d'une

capacité de raffinage nationale accrue grâce à la raffinerie Dangote et d'un taux de change stable. D'après le ministre, ceci devrait être renforcé par la capacité de raffinage supplémentaire des raffineries publiques et celle du groupe BUA. Le gouvernement respecterait par ailleurs les limites légales dans son recours à l'emprunt auprès de la Banque centrale du Nigéria (CBN), freinant l'apport de liquidités dans l'économie.

En ce qui concerne la stabilité des taux de change, Wale Edun salue les réformes engagées par la CBN. Celle-ci a récemment introduit un Système électronique Bloomberg d'appariement des devises (FXGO) pour assurer une transparence des échanges sur le marché de change. Le ministre se réjouit également de l'amélioration des réserves de change du Nigéria (42 Md USD en décembre). Il l'explique par l'excédent de la balance courante, qui continue de s'améliorer grâce aux entrées d'investissements de portefeuille et aux envois de fonds de la diaspora. L'amélioration attendue de la production de pétrole brut pourrait également améliorer la disponibilité des devises dans l'économie.

Wale Edun salue aussi les travaux en cours de réformes fiscales : le Comité présidentiel de la politique budgétaire et des réformes fiscales a déjà produit une série de projets de loi qui sont en cours d'examen par le Parlement.

Le ministre se félicite enfin de la sursouscription des Eurobond à hauteur de 9,0 Md USD (pour une émission de 2,2 Md USD) de décembre 2024. Celle-ci serait le signe d'un retour réussi sur les marchés internationaux. Wale Edun admet toutefois que le Nigéria doit néanmoins améliorer son attractivité pour les investissements. Un échec à cet égard entraînerait en effet une fuite des capitaux et des pressions renouvelées sur le taux de change. Pour attirer les investissements, la qualité et la quantité de notre main d'œuvre devrait notamment être améliorées à l'avenir, même si le ministre ne sous-estime pas l'importance de la sécurité comme variable clef pour les investisseurs.

La Chine dit considérer la demande nigériane d'un élargissement du swap de devises conclu en décembre dernier entre les deux pays et apporte d'ores et déjà son soutien à l'intention du Nigéria d'émettre des « Panda bonds »

[Le Président Tinubu a demandé au ministre chinois des Affaires étrangères, en visite officielle au Nigéria, d'élargir le contrat d'échange de devises \(« currency swap »\) renouvelé en décembre dernier](#), représentant actuellement environ 2 Md USD : 15 Md CNY pour 3 280 Md NGN. Le « currency swap », valable pour trois ans, vise à renforcer la coopération financière et à promouvoir l'utilisation des deux monnaies dans les transactions bilatérales, en réduisant la dépendance à l'égard de monnaies tierces telles que le dollar américain. Il avait été établi pour la première fois en 2018.

Si la Chine considère encore la demande ci-dessus, [le pays soutient d'ores et déjà l'intention du Nigéria d'émettre des « Panda bonds »](#) pour le financement d'infrastructures. Une obligation « Panda » est une obligation libellée en yuan émise sur le marché financier chinois par un emprunteur étranger. Une telle émission pourrait contribuer à diversifier les sources de financement du Nigéria. Ni le montant ni le calendrier d'une telle émission n'ont pour l'instant été mentionnés.

Les tarifs des télécommunications bientôt augmentés

[Le ministre des Communications, de l'Innovation et de l'Économie numérique du Nigéria, Bosun Tijani, a annoncé que la Commission nigériane des communications \(NCC\) prévoit prochainement un ajustement des tarifs dans le secteur des télécommunications.](#) Toutefois, il a précisé que cette augmentation ne sera pas de 100 %, comme le réclamaient certains opérateurs.

Lors d'une réunion avec les opérateurs de réseaux mobiles, le ministre a souligné que des consultations étaient en cours pour déterminer les modalités de cette révision tarifaire (appels et connexion internet). Il a assuré que la NCC publierait bientôt les nouveaux tarifs, tout en veillant à équilibrer la protection des consommateurs et la viabilité économique des entreprises du secteur.

Récemment, le PDG de MTN Nigeria, Karl Toriola, avait indiqué que la pérennité du secteur des télécommunications était sérieusement en péril et que cette menace ne pouvait être traitée qu'à travers une révision des tarifs, conduisant les opérateurs de télécommunications à demander l'augmentation de 100 % des tarifs en vigueur.

Ghana

John Dramani Mahama a officiellement pris ses fonctions de président de la République du Ghana

[John Dramani Mahama a officiellement pris ses fonctions de président de la République du Ghana le 7 janvier 2025.](#) S'exprimant lors de son investiture, le Président Mahama a dévoilé sa vision d'un Ghana dynamique et inclusif. Il a rappelé les **quatre priorités** de son action : le redressement et la stabilisation de l'économie ; l'amélioration de l'environnement des affaires ; la gouvernance et les réformes constitutionnelles ; l'obligation de rendre des comptes et la lutte contre la corruption.

Le président s'est engagé à rendre le régime fiscal plus transparent et plus équitable, pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat. Il a présenté son plan pour une économie fonctionnant « 24 heures sur 24 », centrée sur l'agroalimentaire et les services.

Le Président Mahama a également insisté sur l'adaptation du Ghana aux changements géopolitiques, le déclin du primat économique des pays du G7 et l'influence croissante des BRICS. Il a enfin appelé au renforcement des liens culturels et économiques avec les pays voisins pour assurer stabilité et progrès régional.

Cassiel Ato Forson nommé ministre des Finances, dans l'attente de l'approbation du Parlement

[Le Président John Dramani Mahama a nommé Cassiel Ato Forson au poste de ministre des Finances du Ghana, dans l'attente de l'approbation par le Parlement.](#)

Dr. Cassiel Ato Forson est un homme politique, économiste, comptable agréé et fiscaliste. Spécialiste de la fiscalité formé à Oxford (Royaume-Uni) et membre de l'Institut agréé de fiscalité du Ghana, il détient également une licence en comptabilité de la London South Bank University et est membre de l'Institut des comptables agréés du Ghana (ICAG). Il a enfin obtenu un doctorat en finance de l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah (KNUST) au Ghana.

Depuis 2009, il est député du Congrès national démocratique (NDC) de la circonscription d'Ajumako-Enyan-Esiam (région centrale). En 2013, M. Forson avait été nommé vice-ministre des Finances sous la première présidence de John Dramani Mahama, poste qu'il a occupé jusqu'en janvier 2017. En janvier 2023, il avait été nommé chef de l'opposition au Parlement.

En tant que vice-ministre des Finances, le Dr Forson a également siégé au conseil d'administration de la Banque du Ghana et du Commission du cacao du Ghana (COCOBOD). Il a été membre de l'équipe de gestion économique du Ghana et gouverneur suppléant du Ghana auprès du Fonds monétaire international (FMI). Dr Forson a ainsi joué un rôle clé dans la négociation du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) entre le Ghana et le FMI en 2015. Il a également été le fer de lance de l'introduction de la loi modèle sur la gestion des finances publiques du Ghana en 2016.

Actuellement, le Dr Forson est le leader de la majorité et chef des affaires gouvernementales au Parlement.

L'IES et GRIDCo alertent sur de potentiels pénuries pour l'approvisionnement en énergie au Ghana

[Le directeur exécutif de l'Institut pour la sécurité énergétique \(IES\), Nana Amoasi VII, a exprimé ses préoccupations sur la maintenance du gazoduc offshore ouest-africain \(WAGP\) prévue du 20 janvier au 16 février 2025, qui pourrait exposer le Ghana à des risques d'approvisionnement énergétique significatifs.](#)

Le WAGP, essentiel pour acheminer le gaz naturel du Nigéria vers le Ghana, alimente les centrales électriques et supportent certaines

activités industrielles. Sa fermeture temporaire, reportée d'octobre 2024 à janvier 2025 à la demande du précédent ministère de l'Énergie, pourrait entraîner des pannes de courant (« *dumsor* ») et provoquer une dépendance accrue à des combustibles alternatifs coûteux, exacerbée par une pénurie actuelle de carburant liquide.

Selon la société de transport d'électricité GRIDCo, 90 M USD seraient nécessaires pour acheter du combustible liquide afin de soutenir la production électrique durant cette période. Face à cette crise potentielle, un comité technique a été formé, et le gouvernement assure travailler à garantir l'approvisionnement en combustibles des centrales électriques pour limiter les impacts de la maintenance du gazoduc WAGP.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr